

## **Communiqué de presse**

Luxembourg, le 4 juin 2010

### **La Confédération européenne des syndicats tient son Comité Exécutif les 1er et 2 juin à Bruxelles**

Sur invitation de la CES, le Commissaire européen pour l'emploi et les affaires sociales, Lázló Andor, a assisté au Comité Exécutif pour entamer un dialogue avec les syndicats européens sur le futur de l'Europe sociale. Les syndicats européens ont demandé à la Commission européenne de montrer plus de courage pour renforcer la dimension sociale de la politique européenne, surtout en temps de crise. En outre, les syndicats européens se sont montrés critiques vis-à-vis de la stratégie 2020 de l'UE, qui selon eux n'est pas une sortie crédible de la crise et manque clairement de stratégie pour favoriser une reprise de la croissance économique. Pour aborder la question cruciale de la dimension sociale de la crise, les partenaires sociaux européens rencontreront, le 4 juin prochain le Président de la Commission européenne, M. Barroso.

En ce qui concerne la directive temps de travail, la CES a exprimé sa volonté de retravailler cette directive à fond. Dans cette révision elle souhaite éliminer la clause de non-participation, qui serait incompatible avec les principes fondamentaux du fonctionnement de l'UE et elle s'oppose également à l'allongement déraisonnable du temps de travail qui constituerait un risque pour la santé et la sécurité des travailleurs. »

Une autre revendication de la CES est que les heures de garde prestées sur le lieu de travail soient reconnues comme temps de travail réellement presté et non comme heures de repos. La CES souligne qu'elle va seulement soutenir une réforme de ladite directive si les dispositions en faveur de la santé et sécurité des travailleurs pourront être garanties et renforcées.

Pour finir, le Comité Exécutif de la CES a décidé qu'une grande journée d'action européenne, avec le slogan "no cuts ! more growth!", sera organisée le 29 septembre à Bruxelles, sous forme d'une grande manifestation, pour montrer son désaccord avec les réductions irréfléchis des dépenses publiques, des emplois, des salaires et des pensions effectuées par les gouvernements européens dans un moment où l'économie européenne est encore très fragile. La CES revendique un plan européen de relance équivalent à 1% du PIB européen pour stimuler l'emploi, les investissements et la croissance. De même, elle demande une solide réglementation des marchés financiers pour éviter le retour des pratiques financières à risque. Les syndicats luxembourgeois étaient représentés par Véronique Eischen pour l'OGBL et Tania Matias pour le LCGB.